



PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Arrêté préfectoral n° 2020/DDT/SEPR/n°241

établissant des prescriptions complémentaires à l'arrêté préfectoral n°01/DAI/2E/127 relatif au système d'assainissement de l'agglomération de Longperrier

Le Préfet de Seine-et-Marne
Officier de la Légion d'Honneur,

VU la directive européenne 91/271/CEE du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires ;

VU la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau ;

VU le code de l'environnement et notamment son article R. 181-45 ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment son article R.2224-11 ;

VU le décret du Président de la République en date du 14 mai 2019 portant nomination de Monsieur Cyrille LE VÉLY, administrateur civil hors classe, sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture de Seine-et-Marne ;

VU le décret du Président de la République en date du 15 janvier 2020 portant nomination de Monsieur Thierry COUDERT, préfet de Seine-et-Marne (hors classe) ;

VU l'arrêté préfectoral n°20/BC/008 du 10 février 2020 donnant délégation de signature à Monsieur Cyrille LE VÉLY, secrétaire général de la préfecture et organisant sa suppléance ;

VU l'arrêté du Premier Ministre en date du 16 octobre 2017 nommant Monsieur Igor KISSELEFF, directeur départemental des territoires de Seine-et-Marne ;

VU l'arrêté préfectoral n°20/BC/014 du 10 février 2020 donnant délégation de signature à Monsieur Igor KISSELEFF, ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts directeur départemental des territoires de Seine-et-Marne ;

VU l'arrêté ministériel du 25 janvier 2010 modifié relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface pris en application des articles R.212-10, R.212-11 et R.212-18 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015 modifié relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/jr de DBO5 ;

VU l'arrêté du préfet coordonnateur de bassin Seine-Normandie du 23 décembre 2005 portant révision des zones sensibles à l'eutrophisation dans le bassin Seine-Normandie ;

VU l'arrêté préfectoral n°01/DAI/2E/127 qui autorise au 11 juillet 2001 la Communauté de Communes de Dammartin en Goële à modifier le système d'assainissement de l'agglomération de LONGPERRIER ;

VU la stratégie départementale pour l'assainissement approuvée en mars 2011 par le Préfet et le Président du Conseil Général de Seine-et-Marne ;

VU le projet d'arrêté préfectoral notifié au pétitionnaire le 1er octobre 2020 ;

VU l'absence d'observations formulées par le pétitionnaire ;

VU les données d'autosurveillance fournies régulièrement par l'exploitant ;

Considérant que la stratégie départementale pour l'assainissement a ciblé des actions à mener sur le système d'assainissement de LONGPERRIER pour l'amélioration de la qualité de la Biberonne dont l'état écologique était moyen, du fait notamment de teneurs excessives en phosphore révélatrices de rejets d'effluents urbains insuffisamment traités dans la masse d'eau ;

Considérant que des efforts doivent être réalisés pour atteindre l'objectif de bon état écologique du cours d'eau défini à la directive 2000/60/CE sus-visée ;

Considérant que le traitement du phosphore est effectif sur la station de traitement des eaux usées de Longperrier depuis fin 2016 et qu'il y a lieu d'en suivre l'efficacité ;

Considérant qu'il y a lieu de définir des prescriptions complémentaires en termes de norme de rejet à respecter pour le paramètre phosphore ;

SUR proposition du directeur départemental des territoires de Seine-et-Marne ;

ARRÊTE

Article 1 : Modification du bénéficiaire de l'autorisation

Le 1^{er} alinea de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral n° 01/DAI/2E/127 en date du 11 juillet 2001 est ainsi modifié :

En application de l'article L.214-3 du code de l'environnement, la Communauté d'Agglomération Roissy Pays de France, identifiée comme le maître d'ouvrage, ci-après dénommée "le pétitionnaire" est autorisée à exploiter le système d'assainissement constitué du système de traitement des eaux usées de Longperrier et du système de collecte des eaux usées comprenant tout ou partie des communes de Longperrier, Dammartin-en-Goële, Villeneuve-sous-Dammartin ainsi que la ZAC de Saint Mard.

Le reste de l'article reste inchangé.

Article 2 : Définition des performances minimales du système de traitement

L'article 8 de l'arrêté préfectoral n° 01/DAI/2E/127 en date du 11 juillet 2001 est ainsi modifié :

Jusqu'au débit de référence, défini à l'article 2 de l'arrêté du 21 juillet 2015 modifié, qui correspond au maximum du percentile 95 des débits arrivant à la station de traitement des eaux usées (c'est-à-dire en amont du déversoir en tête de station) et du débit nominal de la station (2000 m³/j), le rejet de la station de traitement des eaux usées devra respecter les normes locales définies ci-dessous.

8.1 – Normes de rejet sur 24H

Les échantillons moyens journaliers, prélevés sur 24H proportionnellement au débit doivent respecter, en concentration ou en rendement, les valeurs limites suivantes :

Paramètre	Concentration maximale à ne pas dépasser	Rendement minimum à atteindre
DBO ₅	25 mg/l	92 %
DCO	90 mg/l	88 %
MES	30 mg/l	93 %

8.2 – Normes de rejet en moyennes annuelles

Dans les mêmes conditions de prélèvement et d'analyse, les rejets de la station de traitement doivent respecter, les concentrations ou rendements annuels suivants :

Paramètre	Concentration maximale à ne pas dépasser en moyenne annuelle	Rendement minimum à atteindre, en moyenne annuelle
NTK	10 mg/l	90 %
NGL	15 mg/l	80 %
Pt	2 mg/l	80 %

8.3. – Règles de tolérance

Les paramètres suivants sont jugés conformes si les deux conditions suivantes sont réunies :

- le nombre annuel d'échantillons journaliers non conformes en rendement et en concentration ne dépasse pas la valeur suivante :

Paramètre	Nombre maximal d'échantillons non conformes
DBO5	2
DCO	3
MES	3

- le seuil du tableau suivant est respecté :

Paramètres	Concentration maximale
DBO5	50 mg/l
DCO	250 mg/l
MES	85 mg/l

Article 3 : Autosurveillance du fonctionnement du système de traitement

L'article 13.2.2 de l'arrêté préfectoral n° 01/DAI/2E/127 en date du 11 juillet 2001 est ainsi modifié :

L'autosurveillance du fonctionnement de la station est assurée au moyen de débitmètres et de préleveurs automatiques asservis au débit. Les échantillons doivent être proportionnels au débit sur une période de 24 heures.

La fréquence des mesures est la suivante (nombre de jour par an) ; celles-ci s'appliquent à l'ensemble des entrées et sorties de la station, y compris les ouvrages de dérivation en entrée de station ou en cours de traitement :

Paramètre	Nombre annuel d'analyses
Débit	365
Précipitations	365
pH (entrée / sortie)	24

Température (sortie)	24
MES	24
DBO5	12
DCO	24
NTK	12
NH ₄ ⁺	12
NO ₂ ⁻	12
NO ₃ ⁻	12
NGL	12
Phosphore total	12
Quantité de matières sèches de boues produites (hors réactif)	12
Mesures de siccité des boues produites	24

Article 4 : sanctions applicables

Le non-respect de prescriptions du présent arrêté est susceptible de sanctions prévues à l'article R.216-12 du code de l'environnement.

Article 5 : publicité

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Seine-et-Marne et sera affiché pendant une durée minimale d'un mois en mairie de LONGPERRIER et au siège de la Communauté d'Agglomération Roissy Pays de France.

Le présent arrêté est consultable sur le site Internet de la préfecture de Seine-et-Marne pendant une durée d'au moins quatre mois.

Article 6 : recours

En application des articles L 214-10, L 181-17, L 181-18 et L 181-50 à 52 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à contentieux de pleine juridiction dans les conditions prévues aux articles dudit code.

Cette décision peut être déférée à la juridiction administrative :

- par la Communauté d'Agglomération Roissy Pays de France dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui aura été notifiée,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, la commune intéressée ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 dans un délai de quatre mois à compter de : l'affichage dudit acte en mairie ou de la publication de la décision sur le site Internet des services de l'Etat dans le département de Seine-et-Marne,

en saisissant le Tribunal Administratif de Melun – 43, rue du Général de Gaulle, 77 000 MELUN par courrier, déposé en main propre à l'accueil du tribunal, ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

La décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°. Le silence gardé par l'administration pendant plus deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

Lorsqu'un recours gracieux ou hiérarchique est exercé par un tiers, l'autorité administrative compétente en informe le bénéficiaire de la décision pour lui permettre d'exercer ses droits qui lui seront reconnus par les articles L. 411-6 et L. 122-1 du code des relations entre le public et l'administration.

Article 7 : Exécution et ampliation

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Seine-et-Marne,
Monsieur le Directeur départemental des territoires de Seine-et-Marne,
Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération Roissy Pays de France,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire et dont ampliation sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Régional et Inter-départemental de l'Environnement et de l'Energie,
- Madame la directrice territoriale Seine Francilienne de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie,
- Monsieur le chef de la Mission Inter-Services de l'Eau et de la Nature de la Seine-et-Marne (MISEN 77),
- Madame la cheffe du service départemental de Seine-et-Marne de l'Office Français pour la Biodiversité,
- Monsieur le Président du Conseil Départemental de Seine-et-Marne,
- Monsieur le Maire de Longperrier.

Melun, le

- 9 NOV. 2020

Le Préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental des territoires



Igor KISSELEFF

